

Économie

Financement des startups

Capital risque et crowdfunding à la rescousse

● Face à la frilosité des banques qui exigent de la visibilité et des garanties, ces deux outils de financement prennent le relais. Le fond monétaire arabe et la GIZ poussent la réflexion à Skhirat afin de définir les meilleurs moyens de soutenir les entreprises innovantes.

À l'ouverture du Forum de haut niveau sur le financement en capital-amorçage dans le monde arabe, hier à Skhirat, la problématique d'accès des startups au financement s'est posée avec acuité. Si le capital risque ou le crowdfunding s'intéressent de plus en plus à ces entreprises naissantes qui misent sur l'innovation et les nouvelles technologies, les banques conventionnelles ne montrent pas le même engouement. Selon Abdulrahman Al Hamidy, président du Fond monétaire arabe, la part des PME et TPME dans le financement bancaire ne dépasse guère les 9,7%. D'où l'intérêt de ce forum qui cherche à recouper les best practices en matière de financement dans la région MENA. D'entrée de jeu, Al Hamidy a cité l'exemple du Maroc en tant que leader régional en matière de soutien des startups. En effet, cet événement arrive à point nommé puisque le royaume vient de mettre en place le fonds Innov Invest, doté de 700 MDH, qui vise à financer les startups et les entreprises innovantes avec la garantie de la CCG. Mohamed Boussaïd, ministre de l'Économie et des finances, a souligné à ce propos que le gouvernement a une motivation spéciale pour les investisseurs des startups à travers leurs encourage-

ments et leurs accompagnements. «Nous avons un défi dans le monde arabe qui est le recrutement des jeunes. C'est l'occasion de démontrer et dénicher les talents des jeunes arabes dans un contexte de changement technologique», a-t-il expliqué. Pour cela, il faut un écosystème propice et des moyens de financement adéquats car les fi-

L'autonomisation financière est un pilier pour le développement des startups.

ncement classiques ont montré leur limite à ce niveau. Dans ce sens, il faut respecter certaines caractéristiques pour booster ces startups qui opèrent dans des domaines aussi variés que les nouvelles technologies, les finances, les énergies renouvelables et bien d'autres domaines du futur.

Benchmark

Au Maroc, il y a des mécanismes dédiés à ces entreprises qui couvrent le financement, l'accompagnement et la révision du cadre légal. Le ministre a mis également

en avant les mesures pour garantir des investissements en capital risque en faveur des startups et la création de plateformes pour leur financement. En termes de création d'emplois, les startups se sont avérées à travers le monde un outil plus efficace que les voies classiques. À telle enseigne que l'on projette d'instaurer une journée nationale de financement des startups au Maroc.

En effet, comme l'a souligné Al Hamidy, la lutte contre le chômage est un défi important pour les décideurs dans le monde arabe. La moitié de la population est constituée de jeunes de moins de 25 ans. La

bonne motivation de ces jeunes ainsi que les services technologiques en évolution aideront ces jeunes à avoir accès à l'innovation technologique via l'auto-entrepreneuriat. Dans ce sens, les startups nécessitent un système complémentaire dont des infrastructures adéquates et des incubateurs. L'autonomisation financière est un pilier pour le développement des startups. Al Hamidy a fait savoir que plus de 180 programmes dans le monde arabe sont destinés à l'initiative des startups et bénéficient du soutien des gouvernements et

de la société civile ainsi que des banques.

Pour un meilleur développement économique

Dans cette perspective, le Fonds monétaire arabe a soutenu une initiative régionale pour faciliter l'accès au financement des TPME dont les startups. Cette initiative a pour objectif de ratisser large dans le monde arabe pour un meilleur développement économique. Pour Norbert Mumba, directeur de l'Alliance pour le financement inclusif (AFI), l'initiative de Skhirat qui se fait en collaboration avec la coopération allemande (GIZ), vise à donner du soutien technique en termes de financement des startups pour un financement durable. Il a mis notamment l'accent sur le rôle de la femme en matière d'inclusion financière dans le monde arabe. Selon Mumba, 1,2 milliard de jeunes dans le monde projettent de créer des TPME et d'ici 2030, ce nombre atteindra 1,9 milliard de personnes. Hélas, regrette-t-il, beaucoup d'institutions financières rechignent toujours à financer les startups par manque de visibilité sur le risque. Dans ce contexte, le coût élevé de l'emprunt pose la problématique de la survie des startups et de leur seuil de rentabilité. Pour sa part, Régine Qualmann, directeur Afrique du Nord de la GIZ, le forum de Skhirat est aussi l'occasion de mettre en place un plan pour le financement des startups dans le monde arabe. «Si l'on prend en compte les ODD, cette initiative est importante pour la stabilité financière. Le facteur de réussite se trouve derrière le partage des connaissances et l'éducation financière», a-t-elle ajouté. Elle a souligné, par ailleurs, que les pays arabes se trouvent face à des défis de création d'emplois parmi les jeunes afin de réaliser un développement inclusif. Au Maroc, outre le fond dédié aux startups innovantes, le partenariat public-privé s'avère aussi un véritable levier en matière de financement des startups.

Le coût élevé de l'emprunt pose la problématique de la survie des startups et de leur seuil de rentabilité.

Les cinq piliers pour des startups solides

Le forum de Skhirat sur le financement des startups a été l'occasion de poser les bonnes questions : quelles sont les contraintes et les priorités pour accompagner les startups ? Quel véhicule pour attirer le financement privé vers les startups ? Comment améliorer leur contexte juridique ? Et enfin, comment créer une convergence entre les différents partenaires ? L'objectif est de mettre en place des scénarios et des idées pour la création d'emploi à travers l'encouragement des entreprises innovantes. Dans ce sens, cinq piliers sont à prendre en considération : renforcer le climat de concurrence susceptible de booster la création d'emplois, détecter les outils et mécanismes adéquats pour un meilleur financement des startups, définir les défis et challenge à relever, bien mettre en perspective le rôle des autorités exécutives pour créer une synergie entre les parties prenantes pour le financement direct, bénéficier des nouvelles techniques financières et des NTIC et enfin mettre en place des plans de gestion de ces startups.